

SEPTEMBRE 2012

PAR JAMES GRIBBLE  
ET JASON BREMNER

## LE DÉFI D'ATTEINDRE LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

La fécondité est en baisse dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et les femmes vivant dans cette région ont en moyenne 5,1 enfants par rapport à 6,7 enfants en 1970.

**40%**

Pourcentage de la population âgée de moins de 15 ans dans les pays les moins développés.

La croissance démographique future peut considérablement ralentir en retardant de cinq ans l'âge du mariage et de la procréation — de 15 % à 20 % en Afrique subsaharienne.

Les décideurs, les chercheurs et les autres intervenants discutent avec optimisme du dividende démographique. La majorité d'entre eux s'attendent à des avantages imminents et à portée de main (voir l'encadré 1). Toutefois, de nombreux pays moins développés rencontreront des difficultés pour atteindre cet avantage économique s'ils ne réduisent pas de manière substantielle les taux de natalité et de mortalité infantile — un processus appelé la « transition démographique ». Alors que la survie des enfants s'est considérablement améliorée dans les pays en développement, les taux de natalité restent élevés dans un grand nombre d'entre eux. Pour réaliser leur plein potentiel économique, ces pays doivent agir maintenant pour accroître leur engagement et leurs investissements dans la planification familiale volontaire.

Ce document de politique générale explique le lien entre le dividende démographique et les investissements dans la planification familiale volontaire ; il souligne le défi particulier auquel l'Afrique est confrontée pour récolter un dividende démographique et la nécessité de prendre des mesures immédiates. Il met en évidence tant les investissements dans la santé, l'éducation, et l'égalité des sexes que les politiques économiques, qui seront nécessaires pour ouvrir et profiter de cet intervalle d'opportunité. Enfin, le présent document hiérarchise les mesures que les décideurs prennent pour tirer parti du dividende démographique.

### La baisse de la fécondité est indispensable pour récolter le dividende démographique

**La fécondité doit baisser de manière substantielle pour que les pays récoltent le dividende démographique.**

Historiquement, la transition en faveur de famille moins nombreuses a accompagné et contribué

#### ENCADRÉ 1

#### Le dividende démographique

L'on entend par dividende démographique la croissance économique rapide résultant de la baisse de la mortalité et de la fécondité d'un pays donnée, et de l'évolution de la pyramide des âges de la population. La baisse du taux annuel de natalité entraîne des changements dans la distribution par âge d'une population ; les jeunes dépendants sont moins nombreux par rapport à la population en âge de travailler, ce qui signifie que moins d'investissements sont nécessaires. Ce phénomène crée une opportunité de croissance économique plus rapide à condition de mettre en œuvre des politiques sociales et économiques et des investissements adaptés.

à l'amélioration de la survie des enfants. Mais dans beaucoup des pays les moins développés du monde, alors que la survie des enfants s'est améliorée, la baisse de la fécondité a été très lente, et la transition démographique se fait attendre. Des millions de femmes n'ont pas les moyens de choisir le nombre, le calendrier et l'espacement de leurs enfants, et par conséquent ont plus d'enfants qu'elles ne le souhaitent. C'est la raison pour laquelle la croissance démographique de ces pays est très rapide — représentant 3 pour cent ou plus par an. Avec un tel taux de croissance élevé, la population de ces pays pourrait doubler en seulement 23 ans.

Dans les pays où les couples ont des familles nombreuses, la croissance démographique est rapide et les enfants et les adolescents représentent une partie disproportionnée de la population. Dans les pays les moins développés du monde, plus de 40 pour cent de la population a moins de 15 ans et dépend du soutien financier des adultes en âge de travailler (définis comme

les 15 à 64 ans).<sup>1</sup> Quatre-vingt-dix millions de personnes supplémentaires âgées de 15 à 19 ans seront bientôt financièrement indépendantes et entreront dans l'âge adulte. Une population jeune peut représenter un atout économique considérable, à condition que les familles et les gouvernements investissent de manière adéquate dans leur santé et leur éducation, et exploitent les nouveaux débouchés. Pourtant, tant que le nombre moyen d'enfants par femme (indice synthétique de fécondité) et la croissance démographique seront élevés, et tant que le nombre d'adolescents sera supérieur au nombre d'adultes en âge de travailler, les familles et les gouvernements n'auront pas les ressources nécessaires pour investir de manière appropriée dans chaque enfant.

Pour réaliser une transition démographique, les pays doivent s'efforcer de fournir aux femmes des services et des informations en matière de planification familiale volontaire. Dans les pays en développement, une femme sur quatre souhaite soit éviter une grossesse soit retarder ou espacer les naissances, mais n'utilise aucune méthode moderne de planification familiale.<sup>2</sup> Ces femmes représentent près de 80 pour cent des grossesses non désirées.<sup>3</sup> Une femme qui a les moyens de choisir le moment et l'espacement de ses grossesses sera plus susceptible d'avoir moins d'enfants et de déterminer la taille de sa famille.

Par ailleurs, en retardant l'âge de la première grossesse, la croissance démographique pourrait considérablement ralentir. Dans les pays où les taux de fécondité sont les plus élevés et où l'âge du mariage est le plus faible (principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud), il est possible de ralentir la croissance démographique de manière significative en retardant de cinq ans l'âge du mariage et de la procréation — de 15 pour cent à 20 pour cent en Afrique subsaharienne.<sup>4</sup>

Bien que les pays ayant un taux de fécondité élevé et des indicateurs de développement faibles — dont de nombreux sont en Afrique subsaharienne — affichent également des niveaux relativement élevés de croissance économique, les conditions de vie de la majorité des populations ne se sont pas pour autant améliorées. En raison des inégalités considérables qui règnent dans ces pays, les gains économiques n'ont bénéficié qu'à un petit nombre de personnes, sachant que la plupart des habitants continuent de vivre dans la pauvreté, ont un accès limité à l'éducation sanitaire et sont en mauvaise santé. Par conséquent, la fécondité reste élevée, la croissance démographique est en hausse et la transition démographique est lente. Les pays ayant un taux de fécondité élevé et des indicateurs de développement faibles n'ont commencé à enregistrer une baisse de la fécondité qu'au cours de la dernière décennie. Tant que ces pays n'auront pas réduit leurs taux de fécondité et atteint une transition

démographique, la réalisation du dividende démographique sera retardée de plusieurs décennies.

## L'Afrique et le dividende démographique

**En l'absence d'investissements accrus dans la planification familiale, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne sont susceptibles de manquer leur occasion d'accélérer la croissance économique.**

Dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, la croissance économique impressionnante au cours de la dernière décennie affiche un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut de 5,2 pour cent.<sup>5</sup> Mais les taux de croissance démographique, qui représentent en moyenne environ 2,6 pour cent par an, ont ralenti les revenus par habitant, et plus de 70 pour cent de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.<sup>6</sup> Pour atteindre les niveaux de croissance économique rapide observée chez les Tigres asiatiques (voir l'encadré 2), les pays d'Afrique subsaharienne doivent augmenter leurs investissements et leur soutien politique en faveur de la planification familiale volontaire. Il est essentiel pour ces pays de réduire leurs taux de fécondité et de transformer la structure par âge de la population s'ils souhaitent récolter le dividende démographique. En Afrique subsaharienne, près de deux femmes sur trois souhaitent éviter une grossesse pendant au moins deux ans n'utilisent aucune méthode moderne de planification familiale.<sup>7</sup> De nombreux préjugés et obstacles contre la planification familiale les empêchent d'y recourir, notamment les préoccupations relatives aux risques pour la santé ou aux effets secondaires, les mentalités et les normes traditionnelles, les problèmes d'accès et de coût, l'opposition du partenaire et le manque de connaissances des méthodes existantes.<sup>8</sup>

La fécondité a diminué dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, et les femmes qui vivent dans cette région ont en moyenne 5,1 enfants, par rapport à 6,7 enfants en 1970. Dans plusieurs pays d'Afrique orientale et australe, la transition vers des familles moins nombreuses est une réalité. Par exemple, l'augmentation des investissements du Rwanda en matière de planification familiale volontaire et de survie de l'enfant a entraîné à une baisse conséquente de la fécondité. Le renforcement de l'engagement politique et l'augmentation des investissements en faveur de la planification familiale et de la survie de l'enfant ont permis au Rwanda de réussir sa transition démographique (voir l'encadré 3).

Pourtant, le recours à la planification familiale et la baisse de la fécondité en Afrique occidentale et centrale sont à la traîne. Moins de 10 pour cent des femmes mariées vivant dans ces régions utilisent des contraceptifs modernes, sachant que leur utilisation n'a augmenté que légèrement au cours des deux dernières décennies.<sup>9</sup> Les programmes

## ENCADRÉ 2

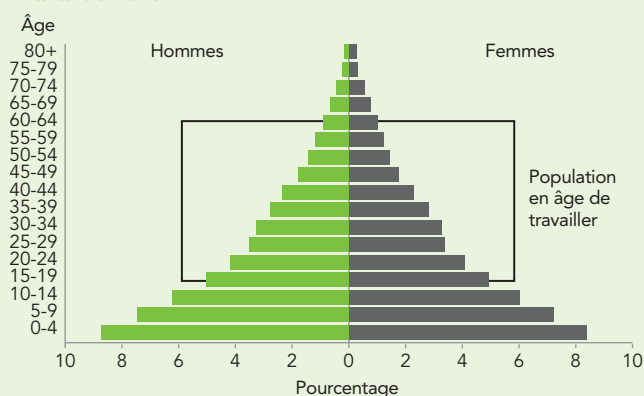
### Thaïlande : récolter les dividendes d'une transition démographique

Au cours des 40 dernières années, la Thaïlande est devenue une puissance économique en Asie du Sud. Pour parvenir à ce succès, la Thaïlande a pris des mesures pour ralentir sa croissance démographique en élargissant l'accès à, et l'utilisation de la planification familiale volontaire. Entre 1970 et 1990, l'indice synthétique de fécondité est passé de 5,5 à 2,2 enfants par femme en Thaïlande, un exploit exceptionnel sachant que deux Thaïlandais sur trois vivaient dans des zones rurales. Comme le montre le haut de la pyramide, en 1970 la Thaïlande affichait une pyramide des âges typique de la population des pays en développement : la base large représentait une proportion d'enfants supérieure à celle des personnes en âge de travailler. En 1990 (le milieu de la pyramide), la structure était très différente, reflétant la baisse de fécondité ; et en 2010 (le bas de la pyramide), la réduction soutenue de la fécondité a entraîné l'augmentation de la population âgée de 25 à 64 ans par rapport aux moins de 25 ans. Cette baisse de fécondité est due à l'augmentation de l'utilisation de la contraception — qui est passée de 15 pour cent en 1970 à plus de 70 pour cent en 1987. L'utilisation de la contraception en Thaïlande est actuellement d'environ 80 pour cent et l'indice synthétique de fécondité a chuté à 1,5 enfant par femme. En conséquence, la population thaïlandaise est plus âgée et jouit de niveaux plus élevés d'éducation et de santé. Les changements de la pyramide des âges en Thaïlande ont entraîné la nécessité de nouvelles politiques pour accroître les possibilités d'éducation, augmenter la migration liée au travail, stimuler l'épargne et la protection sociale de la population en âge de travailler et plus âgée du pays.

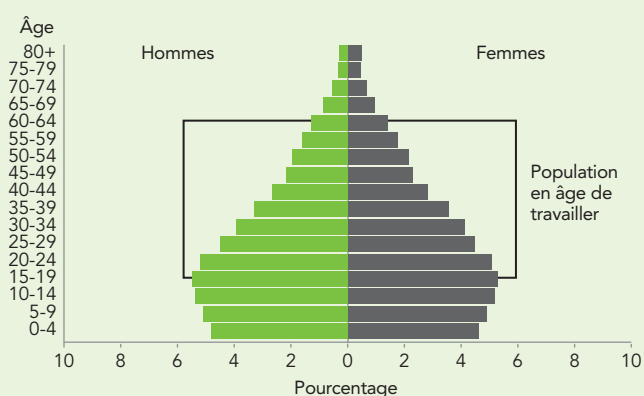
Les changements rapides observés en Thaïlande en matière de contraception et de fécondité illustrent une des plus belles réussites de la planification familiale en Asie. Les réalisations spectaculaires sont dues à l'innovation et à l'engagement en faveur de la planification familiale volontaire au sein du ministère de la Santé publique et représentent un exemple des mesures qui sont nécessaires dans les pays qui peinent à atteindre leur transition démographique. En Afrique subsaharienne, la pyramide des âges de nombreux pays et les niveaux de fécondité et d'utilisation de la contraception ressemblent à ceux qui existaient en Thaïlande en 1970. Ces pays pourraient de la même manière transformer leurs perspectives démographiques en seulement 20 ans et se positionner pour récolter les dividendes de la transition démographique à condition qu'ils améliorent leurs systèmes de santé et leur engagement dans le financement des programmes de planification familiale.

**Sources :** Division de la population des Nations Unies, *World Population Prospects : The 2010 Revision*, low variant (New York : UNFPA, 2011) ; et Fonds des Nations Unies pour la population, *Impact of Demographic Change in Thailand* (Bangkok : UNFPA, 2011).

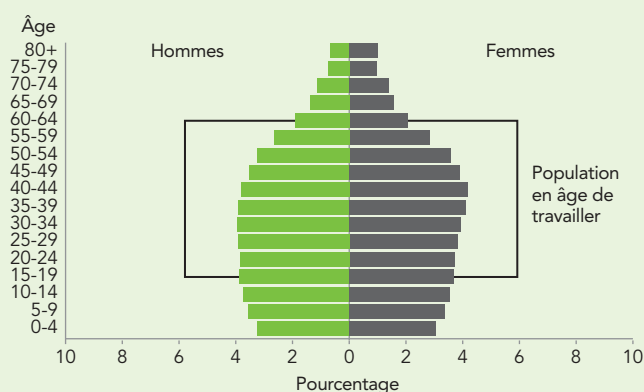
#### Thaïlande 1970



#### Thaïlande 1990



#### Thaïlande 2010



### ENCADRÉ 3

## Rwanda : Accélérer les progrès vers un dividende démographique

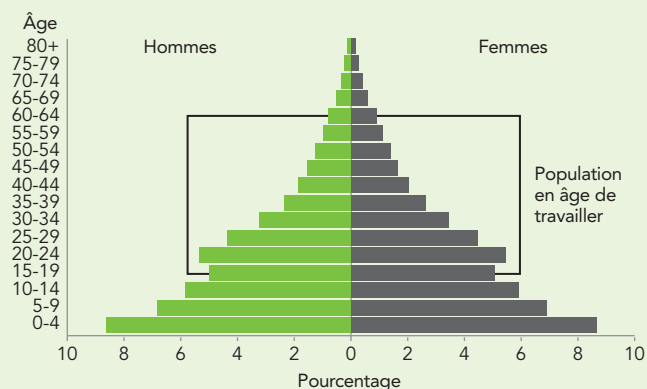
Le Rwanda a fait des progrès significatifs pour réduire la fécondité et la mortalité infantile au cours de la dernière décennie. L'augmentation des investissements dans le système de santé a entraîné des améliorations rapides dans la survie de l'enfant et dans l'utilisation de contraceptifs modernes. La mortalité infantile a été divisée par deux en seulement dix ans et l'utilisation de la contraception moderne a plus que quadruplé. Aujourd'hui, les femmes ont en moyenne 4,6 enfants et le nombre d'enfants souhaité est tombé à 3.

Ces progrès rapides laissent penser que le Rwanda est prêt à récolter un dividende démographique. Mais un examen plus attentif de la pyramide des âges du pays et des projections démographiques révèlent que des efforts considérables sont nécessaires. Même avec la baisse continue de la fécondité, le nombre de jeunes au Rwanda sera supérieur à la population en âge de travailler au cours des prochaines décennies. Actuellement plus de 40 pour cent de la population a moins de 15 ans au Rwanda, et la pyramide des âges est caractéristique de celle d'un pays en développement, malgré les baisses de la mortalité et de la fécondité (le haut de la pyramide). Même si des progrès rapides se poursuivent au Rwanda et que les projections démographiques basses des Nations Unies se réalisent, plus de 35 pour cent de la population aura moins de 15 ans en 2030, et la pyramide des âges conservera une base importante de jeunes (le bas de la pyramide). Ce pourcentage est nettement plus élevé qu'en Thaïlande au début du dividende démographique dans les années 1990, où le nombre de jeunes thaïlandais a baissé, représentant environ 25 pour cent de la population totale.

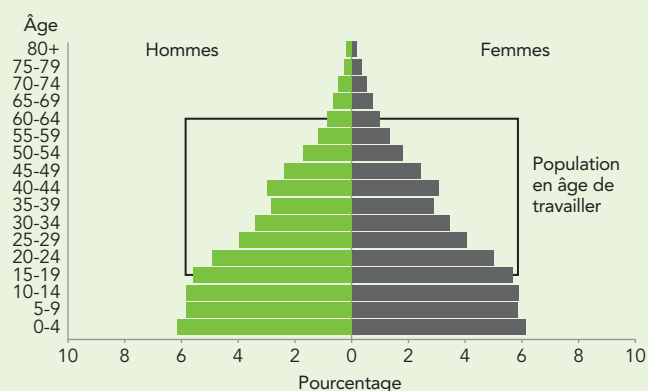
Ainsi, même si les progrès se poursuivent, plus de deux décennies séparent le Rwanda des conditions démographiques nécessaires pour récolter un dividende démographique. Pour de nombreux pays d'Afrique subsaharienne qui ont fait moins de progrès, un dividende démographique est encore plus lointain. Pour accélérer la transition démographique, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne doivent augmenter de manière significative leurs investissements dans la planification familiale.

**Source :** Division de la population des Nations Unies, *World Population Prospects : The 2010 Revision*, low variant (New York : UNFPA, 2011).

### Rwanda 2010



### Rwanda 2030



de planification familiale sous-financés et mal gérés ne répondent pas aux besoins actuels et futurs d'une croissance démographique rapide. Si les tendances actuelles se poursuivent, la proportion élevée de jeunes par rapport à la population en âge de travailler retardera la réalisation du dividende démographique pendant plusieurs décennies. Toutefois, si ces pays augmentent de trois à cinq fois les niveaux actuels de leurs investissements dans la planification familiale et répondent aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale, ils pourraient stabiliser le nombre de naissances en 2030 et établir les conditions leur permettant de capitaliser sur le dividende démographique.<sup>10</sup>

## Nécessité d'améliorer la santé, l'éducation et l'égalité des sexes

**Des investissements supplémentaires dans la santé, l'éducation et l'égalité des sexes sont nécessaires pour que les pays bénéficient de l'intervalle d'opportunité.**

La planification familiale étant nécessaire pour établir les conditions d'un dividende démographique, les pays doivent également investir dans la santé, l'éducation et l'égalité des sexes pour accélérer la croissance économique. Ces investissements sont les étapes prioritaires pour récolter un dividende démographique, mais ne garantissent pas à eux-seuls une croissance économique plus rapide (voir l'encadré 4).

**La santé infantile.** Les pays font des progrès importants pour améliorer la survie des enfants dans le monde, mais dans les familles les plus pauvres de la planète, un enfant sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans.<sup>11</sup> Les programmes de santé doivent aider ces familles pauvres.

L'amélioration de la survie de l'enfant entraînera inévitablement une augmentation de la demande de planification familiale. Dans une grande partie d'Afrique subsaharienne, et en particulier dans les zones rurales, les couples souhaitent encore avoir des familles nombreuses. Pourtant, les normes relatives à la taille des familles évoluent, et des travaux de recherche indiquent que les familles auront moins d'enfants lorsqu'elles pourront garantir que chacun d'entre eux jouisse d'une meilleure chance de survie.<sup>12</sup> Et lorsque les parents ont moins d'enfants, ils sont mieux préparés — et plus disposés — à investir dans la santé, l'éducation et le bien-être de chacun d'eux. La planification familiale contribue également à la santé de l'enfant grâce à la promotion du calendrier et de l'espacement des naissances. Par exemple, les enfants conçus moins de deux ans après la naissance précédente courent un risque beaucoup plus élevé de mourir (1,5 à 3 fois plus élevé) que les enfants conçus au moins trois ans après la précédente naissance.<sup>13</sup> Par ailleurs, la planification familiale peut aider les jeunes femmes à retarder leur première grossesse et les préparer physiquement, psy-

### ENCADRÉ 4

## Investissements supplémentaires dans l'économie pour maximiser le dividende démographique

Pour récolter un dividende démographique, les gouvernements doivent également mettre en œuvre des politiques économiques qui créent des emplois et qui stimulent la croissance économique. La croissance économique de la Corée du Sud et des autres Tigres asiatiques est en partie due au fait que leurs gouvernements ont investi dans la santé, l'éducation et la planification familiale tout en appliquant des politiques conçues pour attirer les investissements étrangers, encourager l'exportation de produits fabriqués localement et fixer un salaire minimum pour améliorer le niveau de vie. Tous ces changements politiques simultanés ont jeté les bases solides d'une croissance économique rapide.

Pour promouvoir la croissance économique, il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques commerciales qui créent à la fois des marchés pour les produits locaux et réduisent les obstacles à l'importation de produits étrangers. L'expérience de la Corée du Sud reflète également la nécessité de mettre en place des politiques économiques visant à encourager les investissements étrangers, favoriser la création d'emplois et développer des infrastructures de production. Ces étapes ont apporté des flux massifs de capitaux étrangers dans le pays tout en créant des emplois industriels pour les produits destinés à l'exportation.

Dans le même temps, les opportunités économiques doivent également atteindre les segments ruraux et les plus pauvres de la population. La mise en place de programmes de microfinance dans les zones rurales a démontré que ceux-ci pouvaient apporter des activités génératrices de revenus en faveur des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Le fait de proposer à ces familles ou à de petites coopératives des prêts à faible taux d'intérêt permettra de stimuler la croissance économique et de créer des débouchés pour les personnes qui vivent à l'extérieur des nouvelles zones industrielles urbaines.

Des politiques économiques supplémentaires doivent favoriser l'épargne et les investissements individuels. Avec moins d'enfants, les familles disposent d'un revenu accru et peuvent davantage épargner et investir. Cependant, les politiques et la stabilité économique doivent être réalisées pour que l'ensemble de la population — et pas seulement les riches — soient encouragés à épargner et à avoir accès aux marchés financiers.

**Source :** Bloom, David Canning et Jaypee Sevilla, *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change* (Santa Monica, CA: RAND, 2003).

chologiquement et socialement à procréer, ce qui permet d'améliorer l'état de santé de la mère et de l'enfant.<sup>14</sup>

**L'éducation.** Lorsque les garçons et les filles ont accès à l'éducation, l'accélération de la croissance économique est possible. Concernant les filles, l'éducation — en particulier au niveau secondaire — contribue à retarder l'âge du mariage et de la première grossesse. Les femmes qui se marient plus tard ont tendance à avoir moins d'enfants que les femmes qui se marient plus jeunes. Les femmes instruites sont également plus susceptibles de travailler à l'extérieur de la maison — augmentant la taille de la population active et le potentiel de développement économique. Bien que de nombreuses femmes africaines participent au marché du travail informel, les compétences et l'expérience acquises dans l'enseignement secondaire leur permettent d'occuper des postes élevés dans le secteur formel ou d'accéder à des prêts et à un soutien financier pour développer leurs activités formelles ou informelles.<sup>15</sup>

Au fur et à mesure que les pays progressent vers le dividende démographique, ils doivent adapter les politiques d'éducation en réponse aux besoins en évolution du marché du travail. Au début de la transition, la main-d'œuvre devra être formée pour occuper des postes peu qualifiés. Cependant, dans une économie en développement et de plus en plus sophistiquée, les travailleurs devront disposer d'un large éventail de compétences commerciales, technologiques et autres. Au cours de ces transitions, les pays devront identifier de nouveaux créneaux et répondre à la situation par la mise en place de politiques et de programmes éducatifs appropriés.

**L'égalité des sexes.** Une transition démographique ne peut pas se faire en l'absence d'un environnement équitable du point de vue du genre. L'égalité des sexes permet aux femmes d'accéder à, et d'utiliser, la planification familiale en surmontant les nombreux obstacles auxquels elles sont actuellement confrontées dans les pays en développement. Un environnement équitable permet également aux femmes et aux couples de choisir le nombre, le calendrier et l'espacement des naissances, et encourage les femmes à faire partie de la population active et à contribuer davantage au bien-être économique de leur famille.

Dans le but de progresser en matière d'égalité des sexes et de favoriser la croissance économique, les pays doivent élaborer et appliquer des politiques qui encouragent la scolarisation des filles et l'acquisition de compétences nécessaires pour occuper des postes mieux rémunérés.<sup>16</sup> Dans de nombreuses régions d'Afrique, les femmes — en particulier les pauvres — ont généralement un accès moindre aux médias de masse et aux technologies par rapport aux hommes. Elles sont donc moins informées et moins autonomes.<sup>17</sup> Les femmes doivent avoir un meilleur

accès à différents types d'informations qui les aideront à façonner et à améliorer leur propre vie, ainsi que celle de leurs enfants.

L'égalité des sexes va également de pair avec l'égalité en matière de droits fonciers et d'accès au crédit en faveur des femmes. Les femmes qui possèdent des terres sont plus susceptibles de cultiver des produits pour nourrir leur famille. Avec un meilleur accès aux intrants de production, y compris aux engrais et aux semences, les rendements des cultures pourraient augmenter de 20 pour cent.<sup>18</sup> De même, l'accès au crédit permet aux femmes de générer des profits et d'être plus susceptibles que les hommes d'utiliser leur revenu pour améliorer la santé et le bien-être de leur famille.<sup>19</sup> Le fait d'améliorer l'accès des femmes à l'ensemble de ces outils permettra aux pays de récolter plus rapidement un dividende démographique.

## Actions recommandées

Le dividende démographique d'une croissance économique accélérée dans de nombreux pays en développement est possible, mais pour que le processus commence, les pays doivent accorder la priorité à la réduction substantielle de la fécondité et de la mortalité infantile. Faute de se pencher sur la taille et la structure d'âge très jeune de leurs populations, les pays n'atteindront pas les niveaux de croissance économique qu'ils pourraient espérer. Pour atteindre ce niveau de croissance, les dirigeants doivent donner dès à présent la priorité à quatre actions clés :

### **S'engager dans la planification familiale volontaire pour atteindre la transition démographique.**

Les pays doivent proposer des informations et des services en matière de planification familiale volontaire qui répondront aux besoins et aux choix de méthode de toutes les femmes, notamment les plus pauvres, qui ont tendance à avoir plus d'enfants et moins de ressources à investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants. Dans le monde, 220 millions de femmes ne souhaitent pas tomber enceintes dans l'immédiat ou souhaitent limiter les naissances, mais n'utilisent aucune méthode moderne de planification familiale. Encourager les femmes à éviter les grossesses non désirées aiderait les pays à réaliser leur transition démographique.

### **Investir dans la survie des enfants et les programmes de santé.**

Il convient de mettre l'accent sur les aspects simples de la survie de l'enfant qui éviteront le décès des enfants de moins de cinq ans. Ces interventions de santé encourageront les familles à avoir moins d'enfants et ouvriront la voie vers la croissance économique. Les programmes doivent accorder une attention particulière aux mères primipares, qui présentent les taux les plus élevés de mortalité infantile et de maladie.

**Investir dans les besoins de santé reproductive des jeunes, qu'ils soient mariés ou célibataires.** Il est crucial d'investir dans des programmes et des politiques visant à mettre fin au mariage des enfants, à retarder la première grossesse, à espacer les naissances et à éviter une grossesse inopportune chez les adolescentes.

**Accorder la priorité à l'éducation — en particulier l'éducation secondaire des filles.** La recherche montre que l'enseignement primaire aide les jeunes à lire et à écrire, mais que l'école secondaire contribue à retarder l'âge du mariage et de la grossesse et donne aux jeunes les compétences et la confiance nécessaires pour être efficaces sur le marché du travail. L'éducation favorise la baisse de la fécondité et est un investissement fondamental pour une économie plus forte. Les programmes d'éducation doivent préparer les étudiants au marché du travail du XXI<sup>e</sup> siècle. Une plus grande participation au marché du travail permettra aux pays de récolter les fruits économiques du dividende démographique.

## Remerciements

Ce document a été rédigé par James Gribble, vice-président des programmes internationaux du Population Reference Bureau, et Jason Bremner, directeur du programme Population, santé et environnement au PRB. Nous remercions particulièrement Shelley Snyder, Carmen Tull, Ishrat Husain, Cate Lane, Yoonjoung Choi et Ellen Starbird de l'Agence américaine pour le développement international, et Charlotte Feldman-Jacobs et Debbie Mesce de PRB pour leurs commentaires. Cette publication a été rendue possible grâce au soutien généreux du peuple américain à travers l'Agence américaine pour le développement international aux termes du projet IDEA (n° AID-0AA-A-10-00009). Le contenu est la responsabilité du Population Reference Bureau et ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

© 2012 Population Reference Bureau. Tous droits réservés.

## Références

- 1 Carl Haub et Toshiko Kaneda, *Fiche de données sur la population mondiale 2012* (Washington, DC : Population Reference Bureau, 2012).
- 2 Jacqueline E. Darroch, Gilda Sedgh et Haley Ball, *Contraceptive Technologies: Responding to Women's Needs* (New York: Guttmacher Institute, 2011).
- 3 Organisation mondiale de la santé et UNICEF, *Building a Future for Women and Children: The 2012 Report* (Genève: Organisation mondiale de la santé, 2012).
- 4 Judith Bruce et Erica Chong, "The Diverse Universe of Adolescents, and the Girls and Boys Left Behind: A Note on Research, Program, and Policy Priorities", document d'information du rapport sur le Projet du Millénaire des Nations Unies *Choix Publics, Décisions Privées : La Santé Sexuelle et Reproductive et les Objectifs du Millénaire pour le développement* ; et John Bongaarts, "Population Growth and Policy Options in sub-Saharan Africa", présentation lors d'une session spéciale organisée par la Fondation William et Flora Hewlett pendant les réunions de la Population Association of America, 2009.
- 5 *African Economic Outlook*, consulté à l'adresse [www.africaneconomicoutlook.org/en/data-statistics/table-2-real-gdp-growth-rates-2003-2013/](http://www.africaneconomicoutlook.org/en/data-statistics/table-2-real-gdp-growth-rates-2003-2013/), le 10 août 2012.
- 6 Carl Haub et Toshiko Kaneda, *Fiche de données sur la population mondiale 2011* (Washington, DC : Population Reference Bureau, 2011) ; et Haub and Kaneda, *Fiche de données sur la population mondiale 2012*.
- 7 Susheela Singh et Jacqueline Darroch, *Adding It Up: Costs and Benefits of Contraceptive Services, Estimates for 2012* (New York: Guttmacher Institute, 2012).
- 8 Darroch, Sedgh et Ball, *Contraceptive Technologies*.
- 9 Jean-Pierre Guengant, *Comment bénéficier du dividende démographique ?* (Paris : Agence française de développement, 2012).
- 10 Guengant, *Comment bénéficier du dividende démographique ?*
- 11 Measure DHS STATcompiler, consulté à l'adresse [www.statcompiler.com](http://www.statcompiler.com) le 12 août 2012.
- 12 Shareen Joshi, *Reproductive Health and Economic Development: What Connections Should We Focus On?* (Washington, DC: Population Reference Bureau, 2012), consulté à l'adresse [www.prb.org/pdf12/poppov-economicdevelopment-reproductivehealth-women.pdf](http://www.prb.org/pdf12/poppov-economicdevelopment-reproductivehealth-women.pdf) le 12 août 2012.
- 13 Shea O. Rutstein, *Further Evidence of the Effects of Preceding Birth Intervals on Neonatal, Infant, and Under-5 Mortality and Nutritional Status in Developing Countries: Evidence From the Demographic and Health Surveys* (Calverton, MD: Macro International, 2008).
- 14 Rhonda Smith et al., *Family Planning Saves Lives*, 4<sup>e</sup> éd. (Washington, DC: Population Reference Bureau, 2009).
- 15 Jorge Saba Arbach, Alexandre Kolev et Ewa Filipiak, *Gender Disparities in Africa's Labor Market* (Washington, DC: Banque mondiale, 2010).
- 16 Stephen Knowles, Paula Lorgelly et Dorian Owen, "Are Educational Gender Gaps a Brake on Economic Development? Some Cross-Country Empirical Evidence", *Oxford Economic Papers* 54 (2002): 118-49.
- 17 Measure DHS STATcompiler, consulté à l'adresse [www.statcompiler.com](http://www.statcompiler.com), le 12 août 2012.
- 18 Christina Gladwin, "Gender and Soil Fertility in Africa: An Introduction", *African Studies Quarterly* 6, no. 1&2 (en ligne), consulté à l'adresse <http://web.africa.ufl.edu/asq/v6/v6i1a1.htm>, le 12 août 2012.
- 19 T. Paul Schultz. "Returns to Women's Schooling", dans *Women's Education in Developing Countries: Barriers, Benefits and Policy*, éd. Elizabeth King et M. Anne Hill (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2003).



---

## POPULATION REFERENCE BUREAU

Le Population Reference Bureau **INFORME** les gens du monde entier sur les questions de population, de santé et d'environnement, et les **AIDE** à se servir de ces informations pour **PROMOUVOIR** le bien-être des générations d'aujourd'hui et de demain.

[www.prb.org](http://www.prb.org)

## POPULATION REFERENCE BUREAU

1875 Connecticut Ave., NW Suite 520  
Washington, DC 20009 USA

202 483 1100 **TÉLÉPHONE**  
202 328 3937 **TÉLÉCOPIEUR**  
popref@prb.org **COURRIEL**

---